

Consolider l'Union européenne pour sortir de la crise



C'est une synthèse de deux ans de travail collectif que présente, dans ce 8 pages, **Philippe Herzog**, président de Confrontations Europe.

Confrontations Europe a en effet, consacré un séminaire et un colloque international à l'anticipation des nouvelles politiques publiques qui sont souhaitables, sinon nécessaires, pour que l'Union européenne assume ses responsabilités. Elle doit effectivement faire face à des défis nouveaux et exceptionnels : devenir un acteur global et sortir de la plus grande crise du capitalisme des soixante dernières années.

C'est un texte manifeste, qui veut souligner d'abord les conditions réelles d'une sortie de crise - et d'un changement du modèle de croissance -, dont la réalisation appelle une prise de conscience collective. Il propose ensuite un agenda communautaire, avec au cœur la préparation d'une réforme économique et monétaire. Bien conscient des tabous et des obstacles, et du fait que les États gardent pour l'instant l'essentiel du pouvoir d'intervention publique, Philippe Herzog plaide pour un effort de transcendance afin de répondre à la nécessité d'une véritable politique économique et sociale commune.

Il est difficile de prévoir les développements d'une crise dont on découvre progressivement la complexité, mais ses mécanismes généraux sont relativement bien connus. Les études macroéconomiques et financières convergent en la comparant aux plus graves crises précédentes et permettent de comprendre pourquoi elle risque d'être de longue durée. Elles démontrent que des interventions publiques massives et coordonnées sont nécessaires pour y faire face et créer les conditions d'une reprise qui n'a rien de spontané.

Trois conditions générales à réunir pour une sortie de crise

On peut distinguer : le traitement de la crise du système financier, le soutien de la demande et de l'activité, la transformation du capitalisme.

❶ Une cause essentielle de la crise est l'enflure générale de l'endettement privé et des profits spéculatifs pendant une vingtaine d'années. Marx en son temps avait déjà montré que la suraccumulation du capital est à la racine des crises du capitalisme, et que le processus de dévalorisation du capital qui s'ensuit est particulièrement douloureux pour le monde du travail. En 2009 et au-delà le processus de désendettement et la purge des bilans seront de grande ampleur. La gestion des restructurations, faillites, liquidations de créances douteuses, consolidations implique forcément intervention publique. Celle-ci est lourde de conflits entre États et puissances rivales : une coordination à l'échelle mondiale est donc nécessaire.

*Il nous semble impératif de briser la déconnexion
qui a sévi dans les dernières décennies entre
les exigences indécentes de rentabilité financière et les taux
de rendement réels des investissements*

❷ D'autre part, les États doivent impérativement soutenir la demande globale, inciter les banques à fournir le crédit ou se substituer à elles, préparer de nouveaux moteurs de croissance. C'est le grand retour de Keynes, dont l'éclairage magistral de la grande crise de l'entre-deux guerres est heureusement resté dans les mémoires. Mais il ne s'agit pas simplement de répéter Keynes, car il y a de grandes différences entre hier et aujourd'hui. Hier l'intervention des États et leur coordination internationale étaient à imaginer et à construire. Depuis elles se sont développées mais elles ont perdu de leur efficacité. Et ceci d'autant plus que la mondialisation capitaliste et les mutations des sociétés industrielles appellent des changements considérables du modèle de croissance.

❸ Dès lors que l'intervention publique est nécessaire - même si beaucoup la craignent et la combattent -, et en faisant l'hypothèse qu'elle sera durable mais d'une autre nature, il s'agit d'une transformation du capitalisme. Le moteur du capitalisme, c'est le couple profit et accumulation du capital. Il nous semble impératif de briser la déconnexion qui a sévi dans les dernières décennies entre les exigences indécentes de rentabilité financière et les taux de rendement réels des investissements.

Par ailleurs, rétablir une connexion entre les gains de productivité et la progression des salaires est indispensable pour revaloriser le travail et rompre avec sa précarisation. Cela signifie des changements en profondeur de la « régulation » et non de simples ajustements de la réglementation financière, comme si un nouveau cycle de croissance allait être forcément à nouveau tiré par des investisseurs en quête d'une enflure de la profitabilité.

Au contraire, nous pensons que des réformes des structures du capitalisme sont nécessaires pour créer une finance patiente, moins avide, et plus équitable : ceci impliquera la formation d'investisseurs dédiés au long terme, des partenariats public-privé équilibrés et durables, une globalisation dans laquelle les acteurs publics seront économiquement plus efficaces et les acteurs privés socialement plus responsables. On ne peut se cacher que les marchés financiers globalisés n'accepteront pas une implication publique accrue et durable sans une lutte acharnée.

Où en sommes-nous et quelles options prendre : il faut ouvrir le débat public

Face à un choc qu'ils n'avaient pas anticipé, notamment en raison des croyances sur l'efficacité des marchés, les dirigeants politiques ont fait preuve de réactivité. Les États-Unis mettent en œuvre des moyens exceptionnels et « non-conventionnels » pour empêcher la dépression. La Chine, frappée par la baisse du commerce mondial, relance son marché intérieur. L'Union européenne, à l'initiative de la présidence française, coordonne ses politiques nationales. Les Banques Centrales ont remarquablement coopéré et la première réunion du groupe des 20 a ébauché une coordination des politiques à l'échelle globale.

Mais cela suffira-t-il ? A l'aube de l'année 2009, les premiers mois de surprise passés, faut-il être rassuré et attendre deux ou trois trimestres pour voir les effets de ces politiques se concrétiser dans une reprise ? Tel n'est pas notre avis, et en tous cas nous appelons à ouvrir un débat public pour faire le point, évaluer ce qui reste à faire, et nous préparer aux responsabilités que cela implique. Pour une évaluation, servons nous de la grille des trois conditions.

- La crise bancaire est loin d'être terminée. Les besoins de recapitalisation sont très élevés et seront encore accrus avec le choc en retour de la récession. Les banques et les agents économiques se ruent sur les liquidités et font preuve d'une profonde aversion au risque. Dans ces conditions la très grande réticence à fournir les crédits va perdurer et les grandes restructurations du système financier sont pour demain.

De nouvelles réglementations financières se préparent mais non une nouvelle régulation du capitalisme, où les rôles des agents publics et privés seraient différents de ceux que nous avons connus

- Les facilités exceptionnelles fournies par les Banques Centrales et la baisse considérable de leurs taux d'intérêt ne peuvent empêcher la récession, en raison de ce que Keynes appelait une « trappe à liquidités » et parce que le système bancaire ne joue plus son rôle. Le soutien de la demande par les États reste pour l'instant insuffisant et il faudra du temps pour que l'investissement réel qu'ils souhaitent déclencher soit organisé et mis en œuvre. À moyen-long terme, les dettes publiques qu'il aura fallu accroître pour éviter le pire auront un coût élevé pour les contribuables. D'autre part, les choix politiques des États-Unis préparent déjà pour demain un regain d'inflation et de gros conflits sur les taux de change. Les problèmes globaux de l'énergie et de l'alimentation sont toujours en suspens. Tout ceci compliquera la viabilité de la reprise.

- Faut-il alors espérer un retour de la confiance des investisseurs privés, suscité par de nouveaux espoirs de rentabilité débridée et engendrant une nouvelle bulle financière ? Ce type de capitalisme est précisément celui qui a failli ! Actuellement, de nouvelles réglementations financières se préparent mais non une nouvelle régulation du capitalisme, où les rôles des agents publics et privés seraient différents de ceux que nous avons connus. Or, les modèles de capitalisme nationaux s'opposent plus qu'ils ne s'accordent. Même si la diversité peut et doit demeurer, un renforcement considérable de la coordination mondiale est nécessaire car l'économie est globalisée.

En Europe, des problèmes de cohésion et de croissance inédits renouvellent le défi démocratique

Il a fallu beaucoup d'efforts pour amorcer une coordination des politiques nationales dans l'Union européenne, mais demain il en faudra plus ; ce qui est en jeu est la définition d'une intervention publique au niveau communautaire.

La récession exacerbe la concurrence intra-européenne et les réactions unilatérales des États. La Commission a dû accepter de lâcher la bride sur la fourniture des aides publiques par les États à « leurs » entreprises, face à l'impérieuse nécessité de les soutenir ; mais cela aussi contribue à la fragmentation

Les réponses appellent des réformes profondes de structures et de gouvernance, qui ne sont pas réalisables sans un accord assez large des sociétés européennes.

du marché européen. Ne faut-il pas travailler à bâtir de nouvelles forces d'intégration - en mutualisant les soutiens, en partageant les infrastructures... pour consolider cet espace ? L'Union économique et monétaire est à l'épreuve elle aussi. L'euro est protecteur mais

le financement des États par les investisseurs est déjà discriminant : les primes de risque sont plus élevées à l'encontre des États vulnérables. La discipline budgétaire du Pacte de Stabilité et de Croissance est relâchée : tandis que la solidarité budgétaire, qui serait si utile pour aider les pays faibles et pour dynamiser des investissements d'intérêt mutuel, est défaillante. Et alors que le défi global de la coordination est lancé, l'Union européenne n'a pas de représentation commune à l'extérieur ! Pour toutes ces raisons il faut nous préparer à un renforcement en profondeur de l'Union économique et monétaire.

À court-terme l'épreuve de la récession va être redoutable et les réactions sociales seront vives, à la mesure des chocs et des souffrances. Il faudra rapidement envisager de nouveaux plans de relance économique, mais pourra-t-on longtemps ignorer que l'Union doit définir aussi son rôle propre dans la gestion sociale de la crise ?

Les réponses appellent des réformes profondes de structures et de gouvernance, qui ne sont pas réalisables sans un accord assez large des sociétés européennes. L'Union dispose-t-elle d'un pilotage politique assez fort et assez légitime pour entraîner l'adhésion ? Peut-on se dispenser d'une réflexion sur la nature du défi démocratique, en particulier de la participation des sociétés civiles ? S'agissant des moteurs d'une reprise durable à moyen terme, va-t-on se contenter d'une répétition plus ou moins améliorée des objectifs de la « Stratégie de Lisbonne » (2000-2010) ? Une des questions les plus difficiles est celle de la transformation du capitalisme, nécessaire pour la future croissance : n'avons-nous pas à accorder nos violons à ce sujet ?

Partager un diagnostic sur la crise et les problèmes à résoudre ; définir ensemble les voies de la solidarité et du partage des responsabilités : voilà nos vœux pour l'Europe en cette nouvelle année 2009. Et pour prendre notre part de la tâche, nous avançons des propositions.

Bâtir le pilotage politique et l'agenda communautaire

Une capacité de pilotage des politiques communes face à la crise devrait être établie dès le début 2009, en veillant à assurer la cohésion interne et l'unité externe de l'Europe. Deux solutions nous paraissent possibles. La première consiste à instaurer un président permanent de l'UEM et à confier le pilotage de l'Union à un duo composé de ce président et de celui de la Commission. Leur mandat devrait être donné par le Conseil, et le Parlement européen exercerait un contrôle. La seconde consiste à appliquer des

dispositions du Traité de Lisbonne par anticipation : la mise en place d'un président stable du Conseil européen, d'un Haut-Représentant pour l'ensemble des relations extérieures, et d'une diplomatie commune.

Courant 2009, les institutions devront élaborer et présenter publiquement un agenda politique.

Courant 2009 les institutions devront élaborer et présenter publiquement un agenda politique. Il devra s'extraire d'une des tares actuelles de la

gouvernance de l'Union qui est de ne pas savoir gérer les échelles de temps : il faudra distinguer le court terme du long terme, afin de les gérer correctement et de mieux les articuler, en particulier s'agissant des investissements.

Cet agenda pourrait se décliner en trois dimensions : une politique conjoncturelle de relance économique et sociale axée sur la formation et l'emploi dans la crise ; préparer une réforme de l'UEM pour la doter d'une politique macroéconomique et de nouvelles régulations du capitalisme ; bâtir les nouveaux moteurs durables de la croissance, de la compétitivité et de l'emploi, ce qui implique la définition de domaines d'intérêt stratégique commun.

En 2009, une politique conjoncturelle de relance économique et sociale

En 2008, chaque État a défini sa politique de soutien des banques et de l'économie nationale en tenant compte de principes communs définis en coordination. Mais ces plans sont très différents et globalement insuffisants. Il faut tenir compte des réalités : les modèles nationaux de croissance sont eux-mêmes très différents et les politiques portent des intérêts qui peuvent diverger. Ainsi l'économie de la France et d'autres pays européens repose surtout sur la consommation intérieure et ces pays ont une balance commerciale déficitaire, tandis que l'économie allemande est une plate-forme pour l'exportation, dont les énormes excédents commerciaux reposent beaucoup sur la consommation des voisins. Comment rendre ces choix compatibles ?

Chacun pourrait comprendre le besoin de solidarités nouvelles et de coopérations pour les investissements d'intérêt général européen, aujourd'hui en souffrance, qui pourtant dynamiseraient tout l'espace et renforceraient sa compétitivité.

Voilà pourquoi l'Union, et pas seulement les États, devrait avoir une responsabilité accrue en se dotant d'un niveau communautaire d'action publique pour la relance. Un handicap essentiel est qu'elle ne dispose pas pour cela d'un pouvoir budgétaire. Le budget européen n'en est pas vraiment un, c'est un budget des États. Sans attendre la réforme tant retardée et si nécessaire, et tout en ouvrant le débat à ce sujet, l'Union pourrait néanmoins dès 2009 utiliser fortement la possibilité d'emprunt, créer de nouveaux fonds et renforcer ceux qui existent.

Dans la plupart des nouveaux pays membres, le système bancaire est dominé par les filiales de grandes banques des anciens membres, et le crédit risque singulièrement de faire défaut. Il faut une solidarité, qui n'est pas seulement dans l'intérêt des faibles mais dans l'intérêt de tous. C'est pourquoi nous proposons de créer un fonds de solidarité financière. Placé auprès de la BEI, il serait financé par des obligations de cette banque et garanti par les États-membres, dans le but de mutualiser les risques du crédit. Les prêts bénéficieraient de taux d'intérêt nettement plus bas que ceux demandés actuellement par le marché pour le financement des États en difficulté.

L'Union devrait avoir une responsabilité accrue en se dotant d'un niveau communautaire d'action publique pour la relance

Il faut aussi travailler à mutualiser des aides pour l'industrie au niveau de la Communauté ; sinon la zizanie en matière d'aides d'État va s'aggraver avec le risque de détricotage du marché intérieur et d'interruption des chaînes de création de valeur. Il ne suffira pas que la Commission conditionne l'octroi des aides d'État à des critères d'innovation et de développement durable. Pour gérer des restructurations de grande ampleur, en particulier dans le secteur automobile, et pour préparer les industries d'avenir, des plans sectoriels seraient les bienvenus avec des aides communautaires ayant un pouvoir de cohésion et d'impulsion incomparable.

Comme plusieurs personnalités ou États l'ont suggéré, l'Union pourrait décider d'une relance des investissements d'intérêt général européen. Actuellement des grands projets d'infrastructures d'ores et déjà identifiés et des projets élaborés dans le cadre de la Stratégie de Lisbonne pour l'économie de la connaissance - espace européen de la recherche, plates-formes technologiques, communautés des compétences pour l'innovation - sont largement inaboutis et en carence de financement. C'est le moment de réunir des groupements d'investisseurs publics et privés dédiés à de tels projets. Pour les garanties publiques, des ressources provenant du budget européen pourront être mobilisées. L'Union devra aussi se doter d'un cadre souple pour la promotion des partenariats public-privé transfrontières.

La politique conjoncturelle devrait avoir une forte dimension sociale

Enfin et surtout, la politique conjoncturelle devrait avoir une forte dimension sociale. Alors que dans les dernières années la rhétorique sur l'Europe sociale a produit très peu d'effets et s'est excessivement axée sur la dimension juridique, nous proposons une perspective mobilisatrice de renouveau de la formation et de l'emploi. Il s'agirait de programmes communautaires massifs de requalification et de développement des compétences des travailleurs, et de création de nouveaux liens entre formation et emploi pour les jeunes. Aucun État ne peut assumer de tels défis seul, d'autant plus que les échanges transnationaux sont indispensables pour mutualiser les coûts et élever la qualité. Alors que les départs

massifs en retraite commencent à s'accompagner d'une pénurie de compétences qui risque de devenir dramatique, un tel engagement communautaire crédibiliserait une nouvelle perspective de croissance et réhabiliterait l'image sociale de l'Union. Ces programmes appellent un développement considérable du Fonds d'ajustement à la mondialisation et du FSE. Ils nécessitent l'anticipation et la gestion des restructurations sur le terrain et avec la participation de tous les acteurs concernés. On commencerait ainsi à sortir de la dictature de la *shareholder value*, et à transformer le capitalisme européen. La responsabilité sociale et environnementale des entreprises prendrait de nouvelles dimensions, tandis que les syndicats seraient incités à participer à un pacte reposant non seulement sur une nouvelle dynamique d'emploi mais aussi sur un nouveau lien entre l'innovation et la rémunération. L'objection selon laquelle l'Union n'a pas de compétence pour la formation et l'emploi doit être rejetée comme un pauvre alibi alors que de fait nous pouvons lui confier une compétence qu'elle partagerait avec les États, dont évidemment la responsabilité ne serait aucunement réduite mais au contraire sollicitée par cet effort de mutualisation.

Consolider l'UEM avec une politique macroéconomique commune et de nouvelles régulations du capitalisme européen

Le compromis historique qui a conduit au Traité de Maastricht pour l'UEM en 1992 est aujourd'hui largement obsolète : le monde a changé et la logique de croissance du capitalisme financier occidental est remise en cause. La compatibilité des choix politiques et de structures des différents capitalismes nationaux doit être repensée, tant au sein de l'Union qu'à l'échelle globale.

Il est crucial de rapprocher les conceptions française, allemande et anglaise : les tensions et les divergences d'intérêt sont considérables, et seront exacerbées puisque l'intervention publique est et sera partout sollicitée. Que devons-nous partager pour que ces tensions se réduisent et que la diversité prenne en compte l'intérêt commun ?

Actuellement l'Union est unijambiste : elle a une politique monétaire mais pas de politique budgétaire. Il serait dramatique que la discussion qui doit bientôt s'engager sur le Budget post 2013 soit minorée ou remise à plus tard. La formation d'un véritable budget doit être mise à l'ordre du jour et fondée sur deux

Actuellement, l'Union est unijambiste : elle a une politique monétaire mais pas de politique budgétaire

principes. D'une part, couper court à l'odieuse culture du « I want my money back », véritable déresponsabilisation du système communautaire : pour cela il faut établir des ressources propres. D'autre part, bien identifier les politiques d'intérêt commun nécessitant financement. La PAC est actuellement la seule véritable politique commune ; mais on s'efforce de définir une politique énergétique européenne. Nous suggérons plus loin d'autres domaines d'intérêt commun. Une négociation devrait articuler la révision du

Pacte de Stabilité et de Croissance - actuellement exposé par la crise - et la formation du budget européen. En effet, le maintien d'une discipline budgétaire sérieuse des États est nécessaire, avec des règles contra-cycliques, mais cette discipline doit être accompagnée d'une politique macroéconomique communautaire exigeant un budget. La négociation doit associer et conditionner mutuellement ces deux dimensions : l'une ne va pas sans l'autre.

Les circonstances actuelles mettent en évidence l'attractivité de la zone euro. L'euro est effectivement un facteur de protection face à la crise, et de nombreux pays souhaitent maintenant entrer dans la zone.

Nous avons besoin aussi et impérativement d'une politique monétaire externe exprimant une force unie dans les futures et périlleuses négociations internationales

Quelles réponses vont leur être fournies ? Mystère ! Répondre à ces pays et consolider notre zone monétaire sont en fait deux sujets en un. Il ne faut plus ignorer les conditions que Robert Mundell avait déjà dégagées pour des « zones monétaires optimales », en

particulier une politique budgétaire et la mobilité des personnes. Mais nous avons besoin aussi et impérativement d'une politique monétaire externe exprimant une force unie dans les futures et

périlleuses négociations internationales. Il faut dès maintenant élaborer une conception européenne pour la réforme financière globale (« nouveau Bretton Woods ») et préparer la fusion des quotas des différents pays européens au sein des institutions financières internationales. Par ailleurs, la BCE va devoir revisiter sa doctrine pour agir de façon contracyclique, ce qu'elle fait pour éviter la déflation, ce qu'elle devra faire pour ne pas laisser se reconstituer à l'avenir la formation de bulles d'actifs financiers spéculatifs. Celles-ci ont stimulé une croissance non soutenable puisqu'elles engendrent des crises de plus en plus graves.

Nous devons donc faire évoluer notre modèle européen de régulation. Réguler répond à deux objectifs : la stabilité financière et l'incitation à la croissance. Actuellement les espaces nationaux restent fragmentés et les réglementations en silos de l'Union européenne pour les banques, les assurances et les fonds de gestion sont faibles et peu efficaces. Un nouveau plan d'action pour les services financiers devra s'attaquer à ces problèmes et promouvoir le financement des PME, le développement territorial, et les missions d'intérêt général. Bien sûr une régulation sans mise en œuvre et contrôle effectifs n'en est pas une. La crise souligne à traits rouges le besoin d'une supervision européenne des établissements financiers.

Comment faire en sorte que les grandes entreprises et les acteurs financiers prennent soin du « camp de base » européen dans leurs stratégies globales ? Comment s'extraire des batailles incessantes entre les États pour la défense des champions nationaux ? La mise en œuvre de politiques et de régulations communes est une première réponse ; une autre porte sur la responsabilité et la gouvernance des firmes. Nous souhaitons que se développent les consolidations d'entreprises et d'investisseurs à l'échelle européenne et que la compétition s'accompagne de coopérations beaucoup plus fortes lorsqu'il s'agit de défendre l'intérêt général européen. La sortie de crise implique un rééquilibrage entre le capital et la dette en faveur des fonds propres : c'est le moment ou jamais de bâtir des structures dédiées au long terme, et d'avancer vers une *stakeholder governance*. Un des facteurs les plus graves de fragmentation et d'inefficacité de l'espace européen tient à l'absence d'harmonisation fiscale entre les États-membres, dont les paradis fiscaux sont un exemple emblématique ; il faut relever ce défi, sans oublier le fait que la fiscalité actuelle incite à l'endettement plutôt qu'à la formation de fonds propres.

Un nouveau plan d'action pour les services financiers devra s'attaquer à ces problèmes et promouvoir le financement des PME, le développement territorial, et les missions d'intérêt général

Bâtir de nouveaux moteurs pour la stratégie de croissance, de compétitivité et d'emploi de l'Union

Le renouvellement de la Stratégie de Lisbonne sera l'une des premières questions abordées par les nouvelles institutions fin 2009. Elle ne peut réussir que si l'on s'accorde d'abord sur la politique conjoncturelle, la cohésion de l'Union et le sens de la transformation du capitalisme européen. Cela étant, nous suggérons que la réforme de la stratégie de l'Union consiste spécifiquement à élaborer de nouveaux moteurs de croissance, de compétitivité et d'emploi. L'Union doit définir des domaines d'intérêt stratégique commun : l'énergie et la lutte face aux effets du changement climatique, les industries du développement durable, le capital humain. D'autres domaines comme ceux de la santé, de l'alimentation et du vieillissement, du co-développement, de l'immigration, et de la sécurité, doivent également être envisagés. Dans chaque domaine, des politiques communes reposeront sur des choix de société partagés et auront une dimension interne et externe.

La dimension externe est singulièrement absente de la stratégie des années 2000, qui n'a pas su voir venir les immenses impacts de la globalisation. Ainsi, l'Union n'est pas actuellement en mesure de négocier des investissements et des partenariats d'intérêt mutuel avec d'autres régions du monde. Chaque État-membre s'y efforce, mais aucun n'a la force et la taille critique souhaitables. Où sont les Universités européennes dans le monde ? Où sont les groupements d'investisseurs ? La différence avec les États-

Unis est saisissante. Loin d'une protection vis-à-vis des fonds des pays émergents, c'est une dynamique d'investissements d'intérêts mutuels dont nous avons besoin. La doctrine de réciprocité pour l'accès aux marchés ne saurait suffire, car elle est purement commerciale, et d'ailleurs l'OMC elle-même accepte la différenciation des règles compte-tenu des écarts de développement. En fait l'Union est en position asymétrique défavorable vis-à-vis de régions qui savent élaborer et défendre leurs intérêts stratégiques.

Renouveler ainsi la Stratégie de Lisbonne appelle un profond changement de méthode : associer les citoyens et mobiliser les acteurs sociaux et les forces vives. Dans cet esprit nous proposons qu'un processus interactif soit engagé entre les nations et l'Union, disons en 2010, dans un espace public où l'on discute et on évalue les propositions. Les engagements nationaux pourront être différenciés, et l'agenda politique communautaire devra être attractif et lisible par tous.

Deux hypothèses peuvent être envisagées. La première consiste en la préparation d'un nouvel Acte unique européen : vingt ans après la décision de créer un marché unique, il viserait à doter l'Union de biens publics et de politiques communes dans l'ensemble des domaines d'intérêt stratégique. L'autre hypothèse est d'avancer domaine par domaine sachant que se mettrait en place parallèlement la capacité de politique

macroéconomique et se discuterait la réforme de l'UEM, comme nous l'avons suggéré. Dans les deux cas, il est indispensable de refonder la gouvernance de l'Union. Celle-ci devra pouvoir utiliser ses propres outils pour l'incitation et pour la contrainte. Ses politiques seront plus légitimes et efficaces avec la participation des sociétés civiles et des acteurs

Vingt ans après la décision de créer un marché unique, un nouvel Acte unique européen viserait à doter l'Union de biens publics et de politiques communes dans l'ensemble des domaines d'intérêt stratégique

sociaux et économiques. L'Union se dotera d'une capacité de prospective et de planification, tandis que des comités stratégiques nationaux seront formés et travailleront en réseau.

Le chemin politique permettant d'envisager des progrès cohérents sur ces différents fronts passe par un impérieux renouveau du dialogue franco-allemand et par le décollage du dialogue franco-britannique. Il implique également de renverser l'approche prédominante en Europe de l'Ouest vis-à-vis des nouveaux pays membres, en faisant comprendre à nos concitoyens que l'élargissement n'est pas la cause des difficultés décisionnelles au niveau de l'Union, mais bien au contraire une opportunité majeure d'avancée de l'intégration pourvu que l'on sache répondre à l'impératif de solidarité. Enfin, alors que le rattrapage des pays émergents par rapport à l'Occident va s'accélérer, le développement massif des investissements dans les deux sens est une condition majeure de notre future prospérité. Nous devons nous rapprocher de ces pays de façon unie et volontaire. À cet effet, la mise en œuvre des nouvelles institutions du Traité de Lisbonne pourrait être un atout essentiel.

Sortir de la crise, renforcer la cohésion de l'Union, mobiliser les sociétés, transformer l'Union en acteur politique global : tous ces objectifs sont indissociables, tous sont à notre portée si se crée un mouvement qui sache associer la volonté à la participation.

Philippe Herzog

Président de Confrontations Europe (5 janvier 2009)

CONFRONTATIONS



EUROPE

Pour un nouvel Acte unique

227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris - Tél. : +33 (0)1 43 17 32 83 - Fax : +33 (0)1 45 56 18 86

À Bruxelles : rue du Luxembourg, 19-21, B-1000 Bruxelles - Tél. : 00 32 (0) 2 213 62 70 - Fax : 00 32 (0) 2 213 62 79

Courriel : confrontations@wanadoo.fr - Internet : www.confrontations.org